William Oualid, un professeur engagÃ©

Description

Les images et documents dâ??archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie Cinq professeurs victimes

Source de lâ??image : Blanche Camus, [Portrait de William Oualid], S.D., collection privÃ©e

TÃ©lÃ©charger

NÃ© le 26 janvier 1880 Ã Alger, William Oualid obtient son baccalaurÃ©at Ã¨s lettres en 1897 et part lâ??annÃ©e suivante Ã©tudier en Grande-Bretagne. De retour en AlgÃ©rie en 1901, il effectue son service militaire et prÃ©pare une licence Ã lâ??Ã?cole de droit dâ??Alger, quâ??il obtient en 1904. Lâ??Ã©tablissement ne dÃ©livrant pas de titre au-delÃ ce diplÃ´me, il se rend alors en mÃ©tropole et soutient Ã lâ??universitÃ© dâ??Aix-en-Provence une premiÃ¨re thÃ¨se de doctorat en Ã©conomie politique en 1906 (*Le LibÃ©ralisme Ã©conomique en Angleterre*), puis une seconde en sciences juridiques en 1907 (*Le Nantissement immobilier en droit indigÃ¨ne algÃ©rien*). DÃ©sireux de prÃ©parer lâ??agrÃ©gation dâ??Ã©conomie politique, il Â« monte Â» Ã Paris, mais Ã©choue Ã deux reprises au concours, en 1908 et en 1910. Toutefois, il arrive premier Ã celui de rÃ©dacteur au ministÃ¨re du Travail, et devient rÃ©dacteur stagiaire en mars 1911, tout en Ã©tant chargÃ© de confÃ©rences Ã la facultÃ© de droit de Paris jusquâ??au dÃ©clenchement de la guerre.

EngagÃ© volontaire en 1914, il est envoyÃ© en premiÃ¨re ligne sur la Marne, oÃ¹ il est griÃ¨vement blessÃ© (il est dâ??ailleurs citÃ© Ã lâ??ordre de son rÃ©giment en juillet 1917 et obtient la croix de guerre). AprÃ¨s sa convalescence, en raison de sa bonne connaissance de lâ??anglais, il est versÃ© dans le corps des interprÃ¨tes militaires, puis affectÃ© auprÃ¨s de lâ??armÃ©e britannique, pour laquelle il remplit dâ??importantes missions lors de visites de plusieurs personnalitÃ©s anglaises ou amÃ©ricaines sur le front (il est dâ??ailleurs dÃ©corÃ© de la *Military Cross*). Successivement promu adjudant (octobre 1914), sous-lieutenant, puis lieutenant, il est ensuite nommÃ© sous-chef de cabinet dâ??Albert Thomas, ministre socialiste de lâ??Armement et des Fabrications de guerre (jusquâ??au 12 septembre 1917), puis chef du service de la Main dâ??Å?uvre Ã©trangÃ¨re (Ã compter de 1918), rattachÃ© au ministÃ¨re du Travail.

Au sortir du conflit, William Oualid nâ??a pas renoncÃ© Ã son projet professionnel originel et obtient, dÃ¨s 1919, lâ??agrÃ©gation (il est classÃ© au 3e rang). Toutefois, avant de prendre un poste dâ??enseignant, il se voit confier plusieurs missions diplomatiques Ã lâ??Ã©tranger : dâ??abord Ã Varsovie, par le prÃ©sident PoincarÃ©, en qualitÃ© de plÃ©nipotentiaire ; en 1921 ensuite, lorsquâ??il participe Ã la rÃ©daction de plusieurs traitÃ©s concernant lâ??immigration et les conditions de travail des ouvriers ou quâ??il est membre de la reprÃ©sentation du gouvernement franÃ§ais Ã la ConfÃ©rence internationale de lâ??Ã©migration qui se tient Ã GenÃ¨ve. Ces diffÃ©rentes missions lui valent notamment dâ??Ãªtre Ã©levÃ© au rang de chevalier de la LÃ©gion dâ??honneur en 1922, dâ??officier de la Couronne dâ??Italie et de

commandeur de lâ??Ordre *Polonia Restituta*.

En parallÃ¨le, William Oualid est nommÃ© professeur titulaire Ã la facultÃ© de droit de Strasbourg en 1921, sur la 3e chaire dâ??Ã©conomie politique dont les enseignements sont composÃ©s dâ??un cours de doctorat, ainsi que dâ??un cours dâ??histoire des doctrines Ã©conomiques. Il assure Ã©galement (et ce jusquâ??en 1924) les fonctions de directeur de lâ??Institut statistique dâ??Alsace-Lorraine. ChargÃ© des cours de lÃ©gislation et Ã©conomie rurales, mais aussi dâ??Ã©conomie politique Ã la facultÃ© de droit de Paris Ã compter de mai 1923, il continue nÃ©anmoins, jusquâ??Ã la fin de lâ??annÃ©e, Ã dispenser ses enseignements Ã Strasbourg (notamment de doctorat : science financiÃ¨re et histoire des doctrines Ã©conomiques).

Professeur sans chaire Ã la facultÃ© de droit de Paris de 1925 Ã 1929, il enseigne les principes de droit public et assure, Ã partir de 1928, les enseignements de doctorat de lÃ©gislation industrielle et sociale, dont il devient un spÃ©cialiste incontestÃ©. En aoÃ»t 1930, il obtient la chaire de lÃ©gislation et Ã©conomie rurales (oÃ¹ il succÃ¨de au professeur Joseph Hitier), puis celle dâ??histoire des doctrines Ã©conomiques en 1934 (occupÃ©e jusquâ??alors par Auguste Deschamps), avant la chaire dâ??enseignement des principes de droit public en mars 1935 (oÃ¹ il prend la suite de Louis Germain-Martin). TrÃ¨s apprÃ©ciÃ© de ses collÃ¨gues et de ses Ã©tudiants pour ses qualitÃ©s pÃ©dagogiques, il enseigne aussi lâ??Ã©conomie et la science financiÃ¨re et monÃ©taire dans de nombreux Ã©tablissements dâ??enseignement supÃ©rieur : Institut national agronomique (comme maÃ®tre de confÃ©rences Ã partir de 1930, puis professeur en 1933), Ã?cole coloniale, Ã?cole supÃ©rieure de lâ??aÃ©ronautique, Ã?cole supÃ©rieure de lâ??intendance, Ã?cole des hautes Ã©tudes commerciales, Ã?cole de haut enseignement commercial pour les jeunes filles, Institut national dâ??orientation professionnelle dont il est trÃ©sorier, Institut dâ??urbanisme de lâ??universitÃ© de Paris (dont il est directeur-adjoint en 1929, puis directeur de 1937 Ã 1940).

DÃ©bordant dâ??activitÃ©, William Oualid poursuit sa carriÃ¨re universitaire et scientifique en publiant un nombre considÃ©rable dâ??articles et en prÃ©faÃ§ant plusieurs thÃ¨ses et ouvrages. Mais il est aussi homme dâ??action et nâ??hÃ©site pas Ã mettre ses compÃ©tences au service de plusieurs instances Ã©tatiques : Conseil national Ã©conomique, dont il est rapporteur en 1930 ; Conseil supÃ©rieur du travail, dont il est membre pendant plusieurs annÃ©es ; ministÃ¨re de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts, en tant que directeur de cabinet du ministre en 1926 (quelques jours seulement, car le cabinet est trÃ¨s rapidement renversÃ©) ; et auprÃ¨s du gouvernement du Front populaire pendant les grÃ¨ves de 1936, en qualitÃ© de surarbitre (câ??est notamment par son intermÃ©diaire quâ??est rÃ©glÃ© le conflit entre patrons et ouvriers de la mÃ©tallurgie parisienne).

Son expertise lui permet par ailleurs dâ??accomplir de nombreuses missions scientifiques Ã lâ??Ã©tranger : Luxembourg en 1922, Madrid en 1924 (auprÃ¨s de lâ??Association internationale du progrÃ¨s social) ; Rome en 1929, Berlin en 1931 et Londres en 1935 (aux congrÃ¨s internationaux dâ??urbanisme) ; Rome encore en 1931 (au CongrÃ¨s international pour lâ??Ã©tude scientifique des questions de population) ; Chicago en 1933 (au CongrÃ¨s pour lâ??avancement des sciences) ; Lisbonne en 1934 et 1935 (Ã lâ??Institut franÃ§ais et Ã lâ??universitÃ© de Coimbra). De mÃªme, en France, il intervient Ã Lyon en 1934 (comme rapporteur gÃ©nÃ©ral au CongrÃ¨s de lâ??Union internationale des villes) ; Ã Paris en 1937 (comme rapporteur gÃ©nÃ©ral du CongrÃ¨s international du progrÃ¨s social) et 1938 (comme

rapporteur gÃ©nÃ©ral du CongrÃ¨s international des finances publiques ; il est dâ??ailleurs membre reprÃ©sentant la France au ComitÃ© de lâ??Association internationale des finances publiques).

Enfin, William Oualid se distingue par des engagements multiples dans la citÃ© ; notamment au sein de la Ligue des Droits de lâ??Homme (LDH), dont il est un membre actif Ã partir de 1924 et oÃ¹ il sâ??occupe plus particuliÃ¨rement des questions financiÃ¨res et de doctrine, de la laÃ¯citÃ©, des fonctionnaires, de lâ??Alsace et des Ã©trangers (il rÃ©dige dâ??ailleurs de nombreux rapports et notes sur lâ??immigration ouvriÃ¨re). Fort logiquement, cette prÃ©occupation pour les travailleurs migrants le conduit Ã©galement Ã sâ??intÃ©resser au sort des rÃ©fugiÃ©s juifs, Ã travers le Foyer franÃ§ais, association (Ã laquelle William Oualid adhÃ¨re en 1928) crÃ©Ã©e Ã lâ??initiative de membres de la LDH pour aider Ã lâ??Ã©tablissement en France et Ã lâ??instruction des juifs Ã©trangers. Il publie aussi plusieurs articles (notamment en 1939 dans *Les Cahiers des droits de lâ??homme*) pour sensibiliser Ã la question et proposer de Â« venir utilement au secours de ces malheureux, en adoucissant, en leur faveur, lâ??application de dÃ©crets-lois de plus en plus sÃ©vÃ¨res Â». Il sâ??investit Ã©galement dans les principaux organes du judaÃ¯sme franÃ§ais : Consistoire Ã travers notamment le ComitÃ© de vigilance crÃ©Ã© en 1936 (pour apporter une rÃ©ponse Ã la montÃ©e de lâ??antisÃ©mitisme), mais aussi comme vice-prÃ©sident (en 1936 encore) de lâ??Organisation Reconstruction Travail (dont lâ??une des ambitions est dâ??entretenir des Ã©coles de formation professionnelle pour les jeunes juifs) ou comme vice-prÃ©sident (dÃ¨s 1937) du comitÃ© central de lâ??Alliance israÃ©lite universelle. TrÃ¨s prÃ©occupÃ© par le sort des juifs dâ??Europe centrale, il co-signe (dÃ¨s 1940) un communiquÃ© du Consistoire central pour flÃ©trir la barbarie des Â« persÃ©cutions hitlÃ©riennes Â» et exprimer sa Â« certitude que la France et ses alliÃ©s [â?¦] remporteront, sur le gÃ©nie du mal, la victoire nÃ©cessaire Ã la paix Â».

AprÃ¨s la dÃ©bÃ¢cle, William Oualid est affectÃ© Ã lâ??universitÃ© de Montpellier, mais sâ??il rejoint bien la ville, il nâ??y prend jamais son poste, car il est rÃ©voquÃ© en application de la loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des juifs, admis Ã la retraite Ã compter du 21 dÃ©cembre 1940 par un arrÃªtÃ© du 16 juin 1941. Il Ã©crit au moment de sa rÃ©vocation au doyen Georges Ripert, son collÃ¨gue Ã la facultÃ© de droit de Paris, pour lui attester quâ??il quitte la facultÃ© Â« le cÅ?ur gros mais la tÃªte haute, certain de nâ??avoir jamais failli au serment Â» quâ??il avait prÃªtÃ© en y entrant. Il forme deux demandes successives pour Ãªtre rÃ©intÃ©grÃ© en vertu de lâ??article 8 de ladite loi, lequel autorise en effet le Conseil dâ??Ã?tat Ã prononcer des dÃ©rogations pour Â« services exceptionnels rendus [â?¦] dans les domaines littÃ©raire, scientifique et artistique Â». La premiÃ¨re est rejetÃ©e le 17 dÃ©cembre 1940, en dÃ©pit du fait que Oualid bÃ©nÃ©ficie du soutien du secrÃ©taire dâ??Ã?tat Ã lâ??Instruction publique et Ã la Jeunesse, lequel a proposÃ© son maintien dans les cadres. Quant Ã la seconde requÃªte, formÃ©e par le mÃªme ministÃ¨re, elle est refusÃ©e au motif que le dossierâ?¦ est incomplet !

Fort du vÅ?u Ã©mis Ã lâ??unanimitÃ© en dÃ©cembre 1940 par le conseil des professeurs de lâ??Institut national agronomique en faveur de sa rÃ©intÃ©gration, le secrÃ©taire dâ??Ã?tat Ã lâ??Agriculture dÃ©cide Ã son tour, en mars 1941, de soutenir sa dÃ©marche. Ses homologues de lâ??Instruction publique et du Travail lui emboitent le pas, ainsi que le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, mais lâ??instruction du dossier piÃ©tine jusquâ??en avril 1942. Malheureusement, Ã cette date, et en dÃ©pit dâ??un ultime avis favorable, Ã©mis cette fois par Xavier Vallat,

commissaire gÃ©nÃ©ral aux Questions juives, le projet de dÃ©cret proposÃ© par le Conseil dâ??Ã?tat nâ??a aucune suite et William Oualid nâ??est pas rÃ©intÃ©grÃ©. Durant ces annÃ©es sombres, son destin se confond dâ??autant mieux avec celui de ses coreligionnaires quâ??il est aussi frappÃ© par la loi du 7 octobre 1940 abrogeant le Â« dÃ©cret CrÃ©mieux Â» (1870) fixant le statut des juifs indigÃ¨nes dâ??AlgÃ©rie, mÃªme sâ??il bÃ©nÃ©ficie de la dÃ©rogation prÃ©vue pour les anciens combattants de la Grande Guerre.

AprÃ¨s son sÃ©jour Ã Montpellier, William Oualid se rend Ã Marseille, devenue ville refuge et nouveau centre de gravitÃ© des juifs de France exclus et traquÃ©s, mais aussi Ã Lyon, pour des rÃ©unions du Consistoire central. Car, privÃ© de ses divers enseignements, il renforce son activitÃ© au sein des associations juives dâ??assistance auxquelles il appartient depuis plusieurs annÃ©es dÃ©jÃ : Consistoire, Alliance israÃ©lite universelle et Organisation Reconstruction Travail. Il sâ??investit ainsi trÃ¨s fortement dans la commission juridique du Consistoire central (qui fournit une aide aux demandeurs de dÃ©rogations Ã lâ??application du statut des juifs et aux victimes dâ??une lÃ©gislation antisÃ©mite complexe) et dans la commission de lâ??information (en charge de la coordination des dÃ©marches officielles de la communautÃ© juive auprÃ¨s des autoritÃ©s de Vichy). Il devient surtout prÃ©sident de lâ??Organisation Reconstruction Travail pour la France. Câ??est Ã ce titre quâ??il se retrouve au cÅ?ur des discussions induites entre novembre 1941 et janvier 1942 par la crÃ©ation de lâ??Union gÃ©nÃ©rale des institutions juives de France (UGIF) par le gouvernement de Vichy. En effet, Xavier Vallat, alors commissaire gÃ©nÃ©ral aux questions juives, demande Ã neuf dirigeants des principales associations juives de faire partie du conseil dâ??administration de cette nouvelle union destinÃ©e Ã absorber les associations existantes et Ã les placer sous le contrÃ´le du commissariat gÃ©nÃ©ral. Suite Ã un refus unanime, Vallat reÃ§oit les reprÃ©sentants en question le 12 dÃ©cembre 1941. PlacÃ©s devant le fait accompli, ils espÃ¨rent tout de mÃªme arriver Ã renÃ©gocier les contours de lâ??UGIF. Cette responsabilitÃ© a Ã©tÃ© confiÃ©e Ã Oualid, porte-parole de la dÃ©lÃ©gation. Les objectifs principaux sont de ne pas intÃ©grer Ã lâ??UGIF les institutions cultuelles, mais seulement celles dâ??assistance ; de ne pas en faire la voix dâ??une communautÃ© juive franÃ§aise dÃ©finie par Vichy ; de ne pas lâ??alimenter des fonds issus des spoliations des biens juifs. Si la discussion semble ouvrir des portes, la publication dans la foulÃ©e au *Journal officiel* de la crÃ©ation de lâ??UGIF sans aucune des modifications demandÃ©es fait que Vallat se heurte Ã un second refus fin dÃ©cembre. Il envoie alors un dernier message aux diffÃ©rentes personnalitÃ©s pressenties pour le conseil dâ??administration en affirmant, quoique de maniÃ¨re relativement floue, quâ??il agira selon les conditions posÃ©es durant lâ??entrevue de dÃ©cembre. DÃ¨s lors, trois attitudes se dessinent chez les dirigeants des associations : certains refusent la participation, certains acceptent sans conditions, et certains, dont Oualid, acceptent au nom de la prÃ©servation des Å?uvres, tout en Ã©mettant des rÃ©serves. Oualid est ainsi nommÃ© au conseil dâ??administration de lâ??UGIF en janvier 1942. Il nâ??y reste cependant que briÃ¨vement, le quittant pour se consacrer plus pleinement Ã la direction de lâ??ORT.

Exclu de la facultÃ©, engagÃ© dans dâ??autres missions, Oualid nâ??en conserve pas moins son titre de professeur dans ses Ã©changes. Il va mÃªme jusquâ??Ã envoyer une lettre au journal *Le Temps* en rÃ©action Ã un de leurs articles sur la formation des urbanistes paru dÃ©but fÃ©vrier 1942. La correspondance, publiÃ©e dans lâ??Ã©dition du quotidien du 2 mars 1942 est signÃ©e Â« Professeur W. Oualid. Directeur de lâ??Institut dâ??urbanisme de lâ??universitÃ© de Paris Â». Lâ??institut en a-t-il eu vent ? Toujours est-il que Pierre Lavedan, qui nâ??Ã©tait encore que directeur Ã titre provisoire depuis le 1er septembre 1940, devient directeur par dÃ©cision du

conseil dâ??administration du 26 fÃ©vrier, suivant un arrÃªtÃ© du 19 mars 1942.

Le 15 novembre 1942, victime dâ??une affection pulmonaire, William Oualid dÃ©cÃ¨de Ã Penne dâ??Agenais (Lot-et-Garonne), quelques jours seulement aprÃ¨s lâ??invasion allemande de la zone sud. Il reÃ§oit les hommages du ministÃ¨re du Travail, des organisations juives dont il a fait partie, et de la facultÃ© de droit de Paris ; Ã cet Ã©gard, cependant, on ne peut passer sous silence la rhÃ©torique â?? empreinte de mauvaise foi â?? qui parsÃ¨me lâ??Ã©loge funÃ¨bre du doyen Ripert, selon lequel William Oualid a Ã©tÃ© Â« sÃ©parÃ© de la FacultÃ©, malgrÃ© lui, malgrÃ© elle [â?¦] Son Ã©loignement [â?¦] laissait une espÃ©rance, mais maintenant nous sommes obligÃ©s de nous rÃ©signer au souvenir dâ??un collÃ¨gue qui Ã©tait aimÃ© de tous. AprÃ¨s une carriÃ¨re exceptionnellement brillante, Ã lâ??heure oÃ¹ sâ??affirmait le bonheur de sa vie, il a connu lâ??amertume de lâ??exil par lâ??application dâ??une loi qui nâ??aurait pas dÃ» atteindre des hommes tels que lui Â» ; et dâ??ajouter, pour conclure : Â« A-t-il connu avant de mourir la dÃ©cision qui, dâ??aprÃ¨s ce qui mâ??a Ã©tÃ© dit, allait Ãªtre prise en sa faveur, pour le relever dâ??une dÃ©chÃ©ance qui nâ??aurait pas dÃ» lâ??atteindre ? Je ne le sais pas encore. Jâ??espÃ¨re quâ??il aura eu cette derniÃ¨re joie. Â»

Lui qui a Ã©tÃ© mis Ã la retraite dâ??office le 26 dÃ©cembre 1940 est rÃ©intÃ©grÃ© dans ses fonctions, Ã titre posthume, Ã compter du 21 dÃ©cembre 1940, par lâ??arrÃªtÃ© du 7 dÃ©cembre 1944 (paru au *Journal officiel* une semaine plus tard). AprÃ¨s la LibÃ©ration, il est citÃ© Ã lâ??Ordre de la nation le 7 aoÃ»t 1946.

Vincent Bernaudeau, docteur en histoire contemporaine

Indications bibliographiques

Â« Base de donnÃ©es Spirojuris Â», Laboratoire de recherche historique RhÃ´ne-Alpes (LARHRA), http://siprojuris.symogih.org/

Â« AcadÃ©mie de Paris. Archives des facultÃ©s de droit, de pharmacie, thÃ©ologie, lettres et sciences, 1803â??1959 ; services rectoraux, 1821â??1961 (1803â??1961) Â», Archives nationales, AJ/16/1911.

Â« AcadÃ©mie de Paris. Papiers de lâ??administration acadÃ©mique concernant les enseignements supÃ©rieur, secondaire et primaire, xix^{e} siÃ¨cle Â», Archives nationales, AJ/16/1333.

Â« Archives du Conseil dâ??Ã?tat (1905â??1958) Â», Archives nationales, AL/4430, AL/4439.

Â« Ã?tat civil en AlgÃ©rie Â», Archives nationales dâ??Outre-mer.

Assan ValÃ©rie, Â« IsraÃ«l William Oualid, juriste, Ã©conomiste, professeur des UniversitÃ©s (Alger, 26 janvier 1880 â?? Villeneuve-sur-Lot, 15 novembre 1942) Â», dans *Archives Juives*, vol. 46, n^{o} 1, 2013, https://doi.org/10.3917/aj.461.0130, p. 130â??143.

Schor Ralph, *Lâ??antisÃ©mitisme en France dans lâ??entre-deux-guerresâ?¯: prÃ©lude Ã Vichy*, Â« Historiques Â», nº 144, Bruxelles, Complexe, 2005.

Schwarzfuchs Simon, *Aux prises avec Vichyâ?¯: histoire politique des Juifs de France, 1940-1944*, Â« LibertÃ© de lâ??esprit Â», Paris, Calmann-LÃ©vy, 1998.

Singer Claude, *Vichy, lâ??universitÃ© et les Juifsâ?¯: les silences et la mÃ©moire*, Paris, Les Belles lettres, 1992.

Pour citer cet article

Bernaudeau Vincent, Â« William Oualid, un professeur engagÃ© Â», dans *Exclure, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mite Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940â??1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ¨que interuniversitaire Cujas, 2025, https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/william-oualid/.

Date
19/11/2026